

**Cuisine (scientifique)
et dépendance (entrepreneuriale).
Enrôlement du chercheur
dans l'activité entrepreneuriale
et enrôlement de l'entrepreneur
dans la recherche académique**

**(Academic) cooking and (business) dependence.
Enrolment of the researcher in corporate
activities, enrolment of the entrepreneur
in academic research**

Élodie Sevin, Maître de conférences,
Université de Lille SHS, GERiiCO
(ULR 4073 - Groupe d'Études
et de Recherche Interdisciplinaire
en Information et Communication),
elodie.sevin@univ-lille.fr

Thomas Heller, Maître de conférences,
Université de Lille SHS, GERiiCO
(ULR 4073 - Groupe d'Études
et de Recherche Interdisciplinaire
en Information et Communication),
thomas.heller@univ-lille.fr

Résumé

Nous revenons sur une recherche ethnographique au côté de deux prestataires de services alimentaires aux entreprises dans les Hauts-de-France. Un retour réflexif sur la genèse de ce travail nous permet de rendre compte de ce que les professionnels « font à la recherche » dans le contexte de transformations multiples du côté de la production de la recherche publique académique et du côté des entreprises. La réflexion proposée permet de pointer le risque d'instrumentalisation d'une recherche par des professionnels dont le rôle glisse de « commanditaires » à coproducteurs à des fins économiques, le risque de dépendance de chercheurs vis-à-vis de professionnels enquêtés, mais aussi les possibilités de trouver un espace différent qui s'écarte de la recherche évaluative.

Mots-clefs : alimentation au travail, prestataires de services, recherche-action, ethnographie, posture critique.

Abstract

We introduce an ethnographic research about two companies of food services in a north french region. A study about the genesis of this research program allowed clarify the role of professionals in academic research in the context of many transformations of the conditions of scientific research production in human sciences and of many transformations in companies which includes the link between companies and research. Our reflexion certainly shows the risk of instrumentality of research by professionals, who are becoming more co-producer than sponsor, but also the possibilities of researchers to find an area to develop an other way than evaluative research.

Keywords: food at work, services provider, action research project, food studies, ethnography, critical approach.

À travers le récit de la genèse d'un projet de recherche – sur l'alimentation en contexte de travail – auquel nous participons, cet article vise à documenter les relations entre chercheurs en sciences humaines et sociales (SHS), inscrits ici dans le champ de la communication des organisations, et praticiens, ici des professionnels du secteur de l'alimentation. En cela, ce texte s'inscrit dans la réflexion menée depuis quelques années à ce sujet par des chercheurs en sciences de l'information et de la communication (SIC) comme Laurent Morillon (2016). La particularité de ce projet est d'avoir été initié et orienté par deux entrepreneurs privés qui se sont tournés vers une structure régionale publique de recherche – la Maison Européenne des Sciences de l'homme et de la société des Hauts-de-France (MESHS) – en vue d'impliquer des chercheurs académiques à la fois pour sa définition et son cadrage, mais également pour sa mise en œuvre. Aussi, cet article met-il en évidence les influences croisées entre chercheurs en SIC et praticiens autour d'un projet initialement défini comme un « projet de recherche appliquée ».

Cet investissement des professionnels dans une démarche de recherche dont la finalité concerne en premier lieu le développement de leur activité, et le soutien d'une institution publique dédiée à l'activité scientifique en région posent questions : (1) qu'est-ce que cette situation nous dit de la recherche en SHS aujourd'hui, de son rôle, et aussi de la place des professionnels dans celle-ci ? (2) Comment les chercheurs-universitaires que nous sommes sont-ils en mesure de s'ajuster, de composer ou encore de recadrer, selon leurs intérêts et leurs préoccupations, un projet qui, tel qu'il a été envisagé, leur pose problème ? Il s'agit dans cet article de mettre en évidence les enjeux d'une dynamique de recherche qui implique des chercheurs et des praticiens, replacée dans son contexte institutionnel, économique et politique. L'intérêt d'une analyse de cette dynamique, ici, tient à la redéfinition du projet de recherche porté par les praticiens, qui tend à redéfinir les rôles de chacune des parties, les relations, et aussi les enjeux. Nous commençons par présenter la genèse de ce projet de recherche et le contexte dans lequel il s'inscrit qui en fait un projet en phase avec ce qu'on pourrait appeler « l'air du temps ». Puis, nous nous intéressons à la place des professionnels dans la recherche et au rôle du contexte dans la définition de cette place, avant de discuter le projet de recherche lui-même, tel du moins qu'il est envisagé par les professionnels, à travers une brève lecture d'un document écrit par eux et intitulé « état de l'art ». Enfin, nous évoquons le travail de recadrage que nous avons opéré en nous détachant du projet initial porté par les professionnels, et en négociant avec eux une autre orientation de recherche, et donc une autre place vis-à-vis d'eux. On met en avant ici à la fois l'opportunité et l'intérêt que constitue le dispositif de recherche mis en place avec les professionnels pour accéder à un terrain, mais aussi les problèmes éthiques qui se posent, en raison du positionnement critique qui est le nôtre.

1. Genèse d'un projet de recherche sur l'alimentation au travail

On peut situer la genèse de ce projet en novembre 2016, lorsqu'une consultante en « design alimentaire » initie un projet de recherche en réponse à un appel de la MESHS, sur un de ses programmes (Espaces, qualité de vie, situations de handicaps). Celui-ci, intitulé « Alimentation Durable, Désirable, Délicieuse et Attentive en Entreprise », vise à éclairer l'impact de « *l'activité alimentaire et de la convivialité sur la santé des collaborateurs, la performance de l'entreprise, l'engagement des entreprises dans un changement profond de modèle de management et/ou de modèle économique* » (extrait de la fiche synthèse du projet). Il s'agit pour cette consultante de constituer un *consortium* autour de ce projet, et à cette fin des chercheurs de différents laboratoires en SHS de Lille sont approchés, identifiés pour leurs travaux dans le domaine de l'alimentation. Cet investissement de la consultante est l'expression d'un réel intérêt pour la recherche, et de ses préoccupations professionnelles d'alors : tandis que son activité, relevant du domaine de l'éducation et de l'animation, était fortement liée au secteur associatif et scolaire, elle souhaitait intervenir auprès d'un nouveau public : les salariés des entreprises. À la même période, la MESHS sollicite à nouveau les mêmes chercheurs pour participer à des discussions sur le montage scientifique d'un autre projet de recherche porté par le co-fondateur d'une autre entreprise cette fois-ci de distribution de fruits. L'activité de cette entreprise – appelons-la « Distrifruits » – s'inscrit dans le secteur de l'économie sociale et solidaire (avec l'accent mis sur les circuits courts de distribution de fruits issus de producteurs locaux) ; au départ tournée vers les particuliers, « Distrifruits » s'est réorientée en proposant ses services de livraison de fruits aux entreprises, services qu'elle a par ailleurs enrichi d'une palette d'animations autour de ces mêmes produits. L'entreprise en question a été accompagnée par une agence spécialisée dans le domaine de l'innovation et de la recherche et développement (R&D) pour produire un « état de l'art » que le projet de recherche permettrait de prolonger. Celui-ci, intitulé « alimentation et santé », cherche à « *comprendre et évaluer l'impact de l'implication d'une entreprise dans les habitudes alimentaires et le bien-être de ses salariés, et donc sur leurs performances* » (extrait de la fiche synthèse du projet). En contactant la MESHS, l'entreprise entend intéresser des chercheurs en SHS pour rejoindre un *consortium*¹ alors en cours de construction autour de ce projet incluant une naturopathe, le service nutrition de l'Institut Pasteur,

¹ On notera que la MESHS avait initialement et dès octobre 2016 sollicité la direction du laboratoire GERiiCO pour le compte de « Distrifruits », accompagnée par la société de R&D. La MESHS évoquait le fait que l'entreprise en question était « à la recherche de partenaires académiques », qu'ils « souhaitent rencontrer et travailler avec des chercheurs de différentes disciplines en Sciences Humaines et Sociales qui pourraient apporter leurs expertises scientifiques ».

un organisme de prévoyance santé, un réseau d'entrepreneurs œuvrant pour « une économie responsable ».

Ces deux projets sur l'alimentation en entreprise ont trouvé un écho favorable à la MESHS, laquelle, au début de l'année 2017, a dépêché un chargé de missions pour aider à la constitution d'un groupe de travail sur l'alimentation en entreprise. En mars 2017, un appel à manifestation d'intérêt sur le thème « alimentation et organisation du travail » est lancé par la MESHS. Une dizaine de chercheurs de disciplines différentes y répondent. Les réunions de travail rassemblent, outre ceux-ci, la consultante en « design alimentaire », les deux fondateurs de « Distrifruits », ainsi que quelques-uns de leurs partenaires, et deux membres d'un laboratoire de recherche privé en sciences économiques. Les discussions ont très vite fait ressortir des dissensions entre les attentes des professionnels et la perception que les chercheurs pouvaient avoir d'un travail sur les liens entre alimentation et organisation. Après une année de rencontres, en septembre 2017, il est ressorti des discussions deux programmes de recherche. Le premier, sous la bannière de la MESHS, correspond à une reprise en main du thème de l'alimentation au travail par les chercheurs universitaires, du point de vue de leurs préoccupations de recherche, plus ou moins éloignés des projets originaires portés par les professionnels, mais toujours en partenariat avec eux. Les conditions de réalisation de la recherche dépendent ici – financièrement parlant – de l'acceptation du programme par les instances régulatrices de la recherche à travers leurs appels (ANR, Régions, MESHS). C'est dans ce programme, intitulé PIRAT pour Programme Interdisciplinaire de Recherche sur l'Alimentation au Travail, que s'inscrit notre propre recherche². Celle-ci renvoie à l'une des trois orientations³ dudit programme qui porte sur les formes contemporaines de la prestation alimentaire en entreprise, à travers, notamment, une enquête ethnographique aux côtés des deux professionnels partenaires.

Le second programme est le produit d'une entente entre « Distrifruits » et la consultante en « design alimentaire », qui correspond davantage à leurs préoccupations, et développé dans un document intitulé « *Alim'at work* ». Celui-ci a été élaboré en vue d'obtenir un financement dans le cadre du PNA (Programme National pour l'Alimentation) qui relève des politiques publiques en matière d'alimentation⁴. Il est porté par « Distrifruits » et associe divers partenaires, dont la consultante en « design alimentaire », le laboratoire de recherche privé et l'Institut Pasteur de Lille. Le programme en question consiste en une expérimentation dans une grande entreprise

2 Qui à ce jour, en 2020, ne bénéficie d'aucune aide financière.

3 Ces orientations sont indépendantes les unes des autres et n'engagent pas les mêmes chercheurs.

4 Il s'agit d'un « appel à projets national, financé par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, le ministère des Solidarités et de la Santé et l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) » (source : <http://agriculture.gouv.fr/>) – Mais le projet n'ayant pas été retenu par le PNA, les acteurs ont recherché d'autres voies de financement.

pilote et vise à « révéler l'intérêt pour les entreprises de mettre en place des démarches de "food management" en lien avec leurs objectifs RSE et de santé au travail, et connectées aux politiques alimentaires mises en place sur les territoires ».

Au départ, les deux projets de recherche portés par les professionnels relèvent de ce qu'on peut appeler la recherche-action, la recherche appliquée, ou encore la recherche évaluative. Leur demande se présente sous la forme d'une commande adressée aux chercheurs, bien qu'elle n'en relève pas à proprement parler en raison de l'absence de financement de la part des professionnels ; cette absence explique la relative liberté des chercheurs universitaires qui sont considérés davantage comme partenaires d'un projet en mouvement, plutôt que comme prestataires de recherche.

2. Des professionnels sur le terrain de la recherche académique

Après avoir présenté la genèse d'une dynamique de recherche, initiée par des prestataires professionnels, qui a débouché sur la définition de deux programmes (Alim@work et PIRAT), nous portons maintenant notre attention sur certains aspects du premier programme, porté par les professionnels, en vue d'en éclairer les enjeux. Deux dimensions sont ici abordées. D'une part, le contexte de la recherche, envisagé sous deux angles : celui du sens de ce projet en regard des transformations récentes de la recherche publique ; et celui du sens de ce projet en regard des préoccupations actuelles en matière de qualité de vie au travail (QVT) et de bien-être au travail (tant du côté des pouvoirs publics que des organisations). D'autre part, le rapport des professionnels à la recherche, d'un point de vue sociologique d'abord, et du contenu ensuite.

2.1. La recherche replacée dans son contexte : un projet symptomatique des transformations récentes de la recherche publique

Une particularité des démarches de recherche initiées par les deux prestataires est de prendre la forme d'une commande (avec les limites que nous évoquions précédemment concernant ce terme) : une entreprise d'un côté, une consultante de l'autre, font appel à des chercheurs, via une institution de recherche, pour leur demander leur aide, pour solliciter leur expertise, pour élucider un problème. Nous retrouvons ici une définition de la recherche-action (Meyer, 2006) assez classiquement partagée qui est, pour une instance publique ou privée, d'obtenir un « regard d'experts » sur son activité ou celle projetée, et donc pour la recherche de contribuer à répondre à une demande sociale. La demande exprimée par ces professionnels n'a rien d'exceptionnel ; les entreprises ont toujours sollicité les services de chercheurs universitaires en SHS pour répondre à leurs besoins, et cela au moins depuis le premier quart du xx^e siècle, lorsque par

exemple la *Western Electric Company*, aux États-Unis, fit appel à des scientifiques de Harvard pour étudier les relations entre conditions de travail et productivité.

Nous ne considérons pas, *a priori*, et à l'instar d'Olivier Galibert (2016), que la recherche en SHS orientée par une demande sociale⁵ constitue un obstacle à la scientificité de celle-ci, et à sa capacité à produire des connaissances susceptibles de répondre aux préoccupations d'une organisation commanditaire, tout en éclairant des pans de la réalité sociale. De même, nous considérons que la science, si désintéressée soit-elle, dès lors qu'il est question de social, est toujours susceptible de produire des connaissances qui peuvent servir des intérêts politiques ou économiques particuliers. Et nous pensons que la scientificité d'une recherche peut contribuer à légitimer (au nom du vrai) l'usage qui peut en être fait (en amalgamant le vrai et le bien).

La recherche, ici, s'inscrit dans un contexte bien particulier, qu'elle contribue d'ailleurs à représenter ; de nombreux chercheurs en sciences sociales se sont intéressés à documenter le fonctionnement de cette « nouvelle » façon de faire de la recherche, révélatrice d'une politique de la recherche publique académique contaminée par le modèle néolibéral qui transforme les conditions de production de la recherche (Morillon, Bouzon et Lee, 2013 ; Piriou, 2006 ; Piriou et Granier, 2007). L'expression la plus visible de cette transformation est le développement de la recherche financée par projets, fondée sur 1) le développement des partenariats entre laboratoires et organisations ; 2) une articulation forte entre recherche et innovation ; 3) des programmes structurants définis par des instances régionales, nationales, et européennes ; 4) une baisse des dotations budgétaires des laboratoires par l'État poussant à une activité de recherche sur contrats.

Les sociologues Odile Piriou et François Granier constatent, dans une enquête de 2007 portant sur 36 laboratoires de leur discipline, que « *ceux-ci sont très majoritairement engagés dans une sociologie opérationnelle financée grâce à des conventions avec des partenaires variés : collectivités locales, entreprises, grandes associations... Les financements non affectés portés par les institutions publiques telles que le CNRS, l'INSEE... s'avèrent à présent minoritaires* » (Piriou et Granier, 2007, 164).

Un mouvement de fonds semble ainsi déplacer les enjeux de la recherche, sur la base d'une valorisation de la recherche évaluative par rapport à la recherche académique, ce qui tend à réduire l'écart entre le chercheur et l'expert-consultant⁶ (Benamouzig, Barbier, Geoffard et Duvoux, 2011 ; Berrebi-Hoffman et Lallement, 2009 ; Draetta et Labarthe, 2011). La recherche-action ou recherche appliquée se trouve prise dans

5 « Nous entendons par "demande sociale" l'ensemble des sollicitations explicitées de savoirs, d'expertise et de méthodologies scientifiques, formulées par tous types d'acteurs individuels ou collectifs (rationnellement et procéduralement organisés, ou auto-spontanés) de la société, dans le cadre d'une action rationnelle en finalité ou en valeur ». (Galibert, 2016, par. 2)

6 Ce mouvement touche jusqu'à la réalisation des travaux de thèse avec les contrats CIFRE, qui placent les doctorants face à des difficultés de position qui ne sont pas aisées à surmonter (Foli et Dulaurans, 2013).

ces transformations. Dans ce contexte, tout acteur économique, pour peu qu'il ait conscience de celui-ci, se trouve légitimé à solliciter un laboratoire de recherche, tandis que ce dernier se voit ainsi transformé en agence de prestation de services de recherche. Et c'est ainsi, nous semble-t-il, qu'il faut lire la demande des deux professionnels prestataires en alimentation.

2.2. La recherche replacée dans son contexte : un projet en phase avec « l'air du temps »

Il est également important de souligner que le programme de recherche porté par les professionnels s'inscrit dans un contexte politique et social qui lui donne toute sa pertinence, mais qui donne aussi toute sa justification aux activités des professionnels. En cela le projet fait-il tenir ensemble préoccupation sociale/sanitaire et développement de leurs activités économiques.

L'alimentation est en effet un thème important des politiques publiques actuelles en matière de santé et d'éducation ainsi qu'en matière de production/distribution. Ce thème de l'alimentation est alors souvent articulé à la préservation de l'environnement, à la lutte contre le réchauffement climatique et à un modèle économique solidaire et local.

S'agissant d'analyser les liens entre alimentation et santé en entreprise, ce projet porté par les professionnels réfère à la fois à des problématiques de santé publique, mais également à des problématiques de type managérial dans les organisations. L'alimentation apparaît alors comme une réponse à ces problématiques et est objet de nombreux discours, notamment de prévention et d'actions en matière de santé et de prévention des risques sur la santé.

Parallèlement, des mesures réglementaires, des discours et des actions ont été développés ces dix dernières années autour de la QVT et du bien-être au travail : des textes législatifs sont venus compléter ce que le code du travail avait intégré de longue date concernant la responsabilité de l'employeur en matière de santé physique et mentale des travailleurs ; des normes ont été instaurées (*e.g.* ISO 26000), des rapports ont été élaborés donnant lieu à des préconisations (*e.g.* le rapport Lachmann sur le bien-être au travail et l'efficacité, 2010) des labels ont été créés (*e.g.* label *Great place to work*) ; des applications numériques ont été inventées pour permettre aux salariés d'évaluer la QVT au sein de leur entreprise ; des chartes ont été signées dans les entreprises ; des campagnes de prévention des risques psychosociaux ont été réalisées ; des formations ont été proposées aux managers... Dans ce mouvement, des prestataires se sont positionnés sur un marché du bien-être au travail et ont été sollicités par de nombreuses organisations. L'alimentation participe de ces prestations, se situant à l'articulation entre santé et bien-être (individuel et collectif).

Mais ces dispositifs qui relèvent d'une logique du « *care* » ou encore d'une dimension de la RSE (responsabilité sociale des entreprises) ne doivent pas faire oublier deux choses : d'une part ils participent d'une logique managériale (ce qui ne

remet pas en cause fondamentalement sa visée humaniste, mais à tout le moins, invite à en remettre en question les enjeux) ; d'autre part, ils sont aussi une réponse à des problèmes qui découlent des politiques néolibérales et des modes de fonctionnement⁷ des organisations dans le « capitalisme tardif » (Rosa, 2014) : souffrance au travail, suicides au travail, *burn-out*...

Ce projet de recherche s'inscrit lui aussi dans ce contexte, lequel invite donc à un questionnement sur ses enjeux en regard de celui-ci (ou plutôt de sa possible manifestation dans telle ou telle organisation) et aussi à un questionnement sur les enjeux de la prestation en alimentation en vue notamment de documenter la construction sociale des marchés.

2.3. Les rapports des professionnels au monde de la recherche : des prestataires familiarisés avec la démarche scientifique

D'une position de demandeur relayée par la MESHS, de « commanditaire » sans budget, ces deux professionnels ont progressivement opéré un glissement vers une position de co-producteur et de co-organisateur d'un projet de recherche. Cette position s'est traduite par un investissement important de leur part dans l'écriture de la recherche, reflet à la fois de l'intérêt de ces acteurs pour le travail scientifique, de la conviction qu'un tel travail peut contribuer au développement de leurs activités et aussi le reflet d'une indéniable pugnacité en regard de la relative frilosité avec laquelle leurs questionnements furent accueillis par les chercheurs universitaires, et qui été observée au cours des quelques réunions qui se sont tenues entre eux. Cet investissement effectif, à travers le montage de dossiers en réponse à des programmes locaux ou nationaux, témoigne également d'une relative maîtrise du contexte de financement – notamment institutionnel – de la recherche contemporaine, des procédures et des normes d'écriture afférentes : la consultante en « design alimentaire » s'engage dans une démarche de réponse à un appel à projet d'une instance de valorisation de la recherche scientifique ; de son côté « Distrifruits » élabore un projet que ses dirigeants défendent auprès de cette même instance en vue d'un partenariat avec des chercheurs et parviennent, avec l'aide de la société de R&D qui les conseillent dans cette entreprise, à obtenir un financement de la BPI (Banque Publique d'Investissement) pour réaliser un « état de l'art ».

C'est que le « monde » de la recherche universitaire n'est pas inconnu des professionnels dont on parle : le chargé de projet de la société de R&D qui accompagne « Distrifruits » est titulaire d'un Doctorat en biologie ; la consultante en « design alimentaire » est titulaire d'un Master en « sciences sociales appliquées

⁷ Comme le développement d'un « management désincarné » (Dujarier, 2015) ou celui d'une « surhumanisation managériale » (Linhart, 2015)

à l'alimentation », et est en contacts réguliers avec un chercheur reconnu du domaine des SIC, et fin 2016, elle intègre le Conseil Stratégique de Valorisation de la MESHS ; enfin, le co-fondateur de « Distrifruits » est titulaire d'un Master de l'EDHEC (École des hautes études commerciales).

Mais au-delà de cette maîtrise des arcanes de la recherche, qui d'une certaine manière place les professionnels en concurrents directs des chercheurs, cet investissement traduit également une certaine familiarité avec la démarche scientifique et son écriture ainsi qu'une certaine conception de la recherche.

2.4. Les rapports de professionnels au monde de la recherche : une certaine conception de la recherche et de ses outils

Parmi les documents produits par ces professionnels, évoqués précédemment, celui développé par et pour « Distrifruits » et titré « état de l'art » témoigne de cette conception. Ce texte de 58 pages a pu être réalisé grâce à un financement de la BPI ayant servi à rétribuer une professionnelle identifiée dans l'entreprise comme naturopathe. Il agrège un ensemble de ressources hétéroclites (articles scientifiques, rapports de grandes institutions type OMS (Organisation Mondiale de la Santé), rapports d'instituts de sondage ou de sociétés de conseil, revues spécialisées, textes législatifs, documents officiels liés à des politiques publiques...) au service d'un argumentaire en faveur de la mise en œuvre d'un projet de science expérimentale visant à mesurer l'impact de la consommation individuelle et collective de fruits sur les relations sociales en entreprise et la santé des travailleurs (ce qui suppose d'établir des partenariats avec des entreprises-pilotes).

Les ressources mobilisées dans cet « état de l'art » ont vocation à montrer que l'entreprise est un lieu d'intervention adéquat pour agir sur la santé des salariés ; que la consommation de fruits et légumes a des effets bénéfiques pour la santé, mais que cette consommation peut être freinée par certains obstacles ; ceux-ci constituent autant d'indicateurs pour un programme de promotion de la santé à construire, et à éprouver sur le terrain. Et l'axe retenu concerne plus précisément « *le renforcement du lien social, de la convivialité et donc de la santé globale de l'individu* » (p. 44).

Cette présentation succincte du projet donne un aperçu de ses enjeux du point de vue des professionnels. La recherche est ramenée à une dimension évaluative et instrumentale et nous trouvons dans cet « état de l'art » toutes les traces discursives qui vont dans ce sens (facteurs-clés, liens, effets, etc.). Mais l'analyse montre qu'il s'agit d'abord d'éprouver des techniques visant l'augmentation de la consommation de fruits et d'avoir un retour pour affiner une offre marchande. À charge pour les chercheurs d'assurer ce retour avec des évaluations pertinentes. Ceci ne remet pas du tout en question l'intérêt des professionnels pour la recherche académique, ni pour la santé des salariés, et le bien-être dans l'entreprise ; mais les propositions concernant

l'objet de l'étude et la méthode étant indissociables des activités de l'entreprise (« Distrifruits »), cet état de l'art prend des allures de proposition d'étude marketing : un outil pour confirmer le bien-fondé du service, un outil pour affiner l'éventail des prestations (et les discours de promotion) en interrogeant expérimentalement les implications en termes de santé et de bien-être.

En ce sens, on peut parler d'instrumentalisation de la recherche universitaire et du chercheur : instrumentalisation des normes et outils de la recherche par les professionnels, au service des intérêts économiques des professionnels, voire de leurs clients (contre une conception de la recherche au service du progrès des connaissances et de l'intérêt général). Instrumentalisation aussi parce que la figure du chercheur apporte une caution institutionnelle utile à la négociation et la mise en œuvre d'une expérimentation *in situ* dans des entreprises clientes ou partenaires de « Distrifruits ».

Au-delà des formes d'instrumentalisation de la recherche et du chercheur repérables dans ce document, il est important de noter que la valorisation en différents endroits (site internet « vitrine » de l'entreprise, rencontres commerciales) de ce document intitulé « état de l'art », et plus généralement de l'implication de l'entreprise dans un projet de recherche, marque la volonté de l'entreprise énonciatrice non seulement d'intégrer le monde de la recherche et ses « codes », mais aussi de construire une légitimité à être enrôlé dans des réseaux : ceux de la recherche académique, publique ou privée, et également ceux d'entreprises potentiellement prospects⁸.

Ceci ne préjuge pas de la portée scientifique d'une recherche fondée sur une telle ambivalence (entre science et marketing), soit ce que des chercheurs pourraient tirer de l'expérimentation au niveau académique. Nous avons néanmoins quelques doutes sur la possibilité même d'évaluer ce qu'il y aurait à évaluer, à savoir le lien entre alimentation au travail et santé ou bien-être au travail, en raison notamment du fait qu'une telle recherche suppose de pouvoir isoler suffisamment le programme de promotion de la santé au travail des multiples variables intervenant dans ce qui peut faire santé ou bien-être. En revanche, nous ne doutons pas qu'il sera toujours possible de produire des résultats et du sens. Quoi qu'il en soit, les professionnels, par leurs démarches et leur implication dans la recherche, et ce dans le contexte actuel relatif

⁸ Ainsi peut-on lire sur le site internet de « Distrifruits » dans une rubrique intitulée « *Notre programme de recherche* » à propos de cet « État de l'art », rebaptisé ici « Livre Blanc » : « *En plus d'avoir des preuves de l'intérêt de manager l'alimentation en entreprise, ce projet est l'occasion de nous rapprocher d'autres acteurs travaillant sur ces sujets, d'horizons divers : chercheurs, associations, entrepreneurs, groupes de protections sociales... Pour fédérer ces acteurs dans un consortium et révéler l'intérêt de la mise en place d'un tel projet, nous décidons de réaliser LA première étape essentielle : rédiger le Livre Blanc, que nous vous proposons de télécharger gratuitement. Il est le fruit d'un an de travail par [...] notre partenaire naturopathe. Il recense un maximum d'études qui ont été menées sur le sujet de l'alimentation au travail, au niveau national et international, et a confirmé l'intérêt de mener notre projet. C'est une mine d'or d'informations qui vous permettront de comprendre les enjeux de la mise en place d'une politique alimentaire durable dans vos entreprises.* » Texte signé par un des fondateurs de « Distrifruits » et daté d'octobre 2018.

aux conditions de la recherche, contribuent à renforcer une conception utilitariste de la recherche, voire une conception utilitariste de la scientificité, pour laquelle le vrai se confond avec l'utilité. À ces craintes et à ces doutes concernant la rigueur scientifique d'un tel projet, s'ajoute une question d'ordre éthique, qui concerne la place des salariés dans cette expérimentation. Car en dehors d'une intention de les faire participer à l'élaboration du programme de promotion de la santé dans des entreprises pilotes, ceux-ci apparaissent, en définitive comme les objets passifs d'une expérimentation. En effet, si elle les concerne au premier chef – puisqu'il est question de leur santé –, elle les dépasse tant en ce qui concerne les modalités de la recherche et les figures du salarié qui sont associées (comment sont-ils pensés au travers de cette recherche ?), qu'en ce qui concerne les enjeux de celle-ci ; il se dégage alors une ambivalence propice à une interprétation en termes d'instrumentalisation ou de manipulation.

Enfin, on notera qu'en faisant de l'entreprise le lieu adéquat d'un projet de transformation des comportements alimentaires, l'enjeu, tel qu'il transparaît dans l'« état de l'art » n'est pas seulement du domaine du bien-être et de la santé, ni de celui, économique, de construire un marché, il est également politique, au sens où l'interventionnisme de l'entreprise, appelé de ses vœux en matière de santé et de bien-être par l'auteur du rapport, tend à réinscrire le rôle de celle-ci dans le registre de la « biopolitique » (Foucault, 2004), sans que cette perspective soit seulement questionnée.

3. Analyser les pratiques : échappatoire et nouvelles dépendances

À la fin de la première partie, sur la genèse du projet de recherche, nous soulignons que les dissensions entre chercheurs en SHS et professionnels à propos de leur façon de questionner l'alimentation au travail avait conduit à l'élaboration de deux programmes, l'un qui s'inscrit dans la logique de « l'état de l'art » analysé précédemment, porté par « Distrifruits », en partenariat avec la designer de service alimentaire et le laboratoire de recherche privé, et l'autre qui s'écarte de la méthode expérimentale de l'évaluation et sans doute des préoccupations des professionnels, élaboré et porté par des chercheurs universitaires. C'est de ce deuxième programme dont il sera question ici. Nous reviendrons en particulier sur l'une des orientations de ce programme qui en réalité agrège différents terrains et questionnements, orientation qui implique les auteurs de cet article, et qui est centrée sur l'activité de « Distrifruits » et de la consultante en « design alimentaire ».

C'est plus précisément cette activité, mise en œuvre par des professionnels dont les logiques et les ambitions sont différentes, qui suscite des questionnements, lesquels dépassent le cas particulier de la prestation alimentaire en entreprise. Comment construisent-ils le marché ? Comment se construit la prestation avec l'organisation-

cliente ? Quel est le sens de la prestation, du côté des professionnels et de celui des organisations ? Quels sont les enjeux de la prestation, en regard des types d'organisation-cliente ? Les prestataires sont-ils confrontés à des problèmes éthiques dans leur activité, et comment y font-ils face ? etc.

Ainsi, par rapport à la situation initiale où les professionnels se positionnaient comme initiateurs, « commanditaires », puis co-producteurs d'une recherche, ces mêmes professionnels sont ici sollicités pour être nos enquêtés et les pratiques liées à leurs prestations de services, nos objets. Enrôleurs, ils deviennent pour ainsi dire enrôlés. Ce changement de rôle est cependant relatif, car dans le projet-expérimentation, leur prestation, participant d'une campagne de promotion de la santé au travail, est étudiée, comme variable, dans les effets qu'elle produit. En cela, ils sont aussi objet de la recherche. Par ailleurs, comme nous le verrons, l'activité des chercheurs ne se détache pas complètement de celle des professionnels, par rapport à laquelle ils jouent aussi un rôle. Néanmoins, il y a cette déprise vis-à-vis de l'expérimentation et de l'évaluation qui change la donne ; parce que la recherche est pensée selon une perspective académique, descriptive et critique.

Ce pas de côté nous a permis de nous lancer dans une démarche ethnographique au plus près des activités des professionnels. Ils acceptent de parler avec nous dans des entretiens individuels, de nous fournir des documents, acceptent qu'on les suive sur le terrain à travers des observations directes d'actions qu'ils mettent en place dans des organisations, nous confient leurs difficultés, mais aussi leurs convictions, nous invitent à des déjeuners de présentation de leurs activités, des événements qu'ils organisent, nous font découvrir comment ils travaillent.

Notre refus d'entrer dans le jeu de l'expérimentation, en raison notamment des problèmes éthiques qu'elle pose, ne doit cependant pas amener à penser qu'en s'en détachant, de tels problèmes s'en trouvent résolus. Ils sont seulement d'un autre ordre.

Dans un article paru en 2018 dans la revue *Sociologies Pratiques*, Gérald Gaglio pose que pour valoriser sur le plan académique une recherche évaluative, cela suppose au préalable de pouvoir « *lier la réalisation d'une évaluation à ses propres intérêts de recherche* » (Gaglio, 2018, 70). Mais, précise-t-il, la cohabitation entre ces deux logiques de recherche dans un projet porte le risque d'une instrumentalisation, distincte de l'instrumentalisation de la recherche à des fins pratiques, qui consiste à l'inverse à instrumentaliser l'évaluation (et le dispositif associé) à des fins académiques (il parle à ce propos d'instrumentalisation inversée).

En ayant eu la possibilité et l'accord des deux prestataires pour situer notre recherche indépendamment de l'expérimentation envisagée par ceux-ci, nous échappons assurément à la situation décrite par Gérald Gaglio puisque la recherche-action évaluative ne nous concerne plus. Les deux prestataires se sont tournés vers un laboratoire de recherche privé rompu et ouvert à la recherche-action évaluative. Néanmoins, on ne peut pas négliger que le projet porté par les professionnels a nourri notre réflexion, a été un catalyseur de questionnements en rapport avec nos intérêts de recherche. Il est à l'origine d'une relation qui s'est tissée au fil des

discussions et qui a contribué à rendre possible une collaboration sur de nouvelles bases. L'instrumentalisation est toujours possible, ne serait-ce que parce que nos interlocuteurs n'ont pas une pleine connaissance de nos intentions et parce que leur activité constitue pour nous une opportunité pour accéder à des entreprises. De plus, le contrat qui nous lie n'est pas un contrat de recherche mais un contrat moral. La nature de ce lien ne pose pas seulement la question de l'instrumentalisation comme posture pouvant faire problème ; elle pose aussi la question des modalités d'une approche descriptive et critique de leur activité et du dispositif dont ils sont partie prenante par leur prestation, sans leur porter préjudice ou leur nuire.

Les préoccupations en matière de recherche des professionnels, ainsi que leurs activités, prennent place dans un contexte politico-idéologique, organisationnel et managérial, dont les caractéristiques, sous le terme de post-fordisme, sont abondamment étudiées en SHS selon une perspective critique. Il s'agit notamment de remettre en question les prétentions humanistes des dispositifs managériaux, de mettre en lisibilité les logiques de pouvoir ou de mise en utilité/docilité, de violence, de mettre en évidence les transformations sociales auxquelles ils participent négativement (perte de sens, de lien social, de solidarité, dislocation des collectifs...).

En raison donc de ce contexte et de ses liens avec la question très discutée du bien-être au travail, l'activité des professionnels étudiés ne peut manquer de susciter des questionnements, selon une même perspective critique. Évidemment, ce n'est pas sans risque : celui de pré-juger des enjeux de ces pratiques à partir de la littérature critique, au lieu de faire de celle-ci, fondamentalement, une source de questionnement. Autrement dit, le risque serait de faire du déterminisme critique, la critique fournissant une grille d'interprétation des pratiques. Ici, cela consisterait, par exemple, à ramener l'activité des professionnels à leur participation à une instrumentalisation managériale du bien-être au service d'une amélioration des conditions subjectives de travail, laquelle participe d'une psychologisation des rapports sociaux et d'un régime de domination au travail fondé sur les sentiments. Une telle hypothèse est-elle valide ? Peut-être. Est-elle généralisable à l'ensemble des rapports prestation-client ? Il y a peu de chance. Et puis ce serait un peu réducteur des enjeux de ces pratiques pour les acteurs qui les portent comme nous l'avons aussi montré dans cet article.

En fait ce qui nous intéresse est ailleurs comme nous l'avons évoqué précédemment. Si le contexte dans ses expressions critiques constitue un repère, un « garde-fou » pour ne pas se laisser trop envahir par les discours d'enchantement, un cadre à l'aune duquel interroger les pratiques, un outil de mise à distance, il est aussi un cadre interrogeable à l'aune des pratiques et de leurs multiples enjeux.

Enfin, nos objectifs scientifiques *a priori* sont loin des préoccupations de recherche-action des professionnels, cependant ils en acceptent les termes et y voient un intérêt possible. Sans doute notre travail n'aura-t-il pas une utilité pratique immédiate pour eux. Néanmoins, il pourra être source de réflexion, et intervenir dans la définition d'une ligne d'action, d'une décision, tout comme nos échanges avec eux sont aussi

des occasions de mise à distance, de retour réflexif sur leur propre pratique, proche en cela des approches cliniques.

Conclusion

Quel point de vue donc nous, chercheurs, avons sur *les influences croisées entre pratiques et recherche*, à partir d'une recherche sur l'alimentation au travail ? Notre propos visait à interroger autant ce que les professionnels font à la recherche dans le contexte de transformations multiples du côté de la production de la recherche publique académique comme du côté des entreprises, que ce que les chercheurs, voyant dans la rencontre avec des professionnels une opportunité de recherche, font avec eux.

L'implication des professionnels dans la recherche renvoie celle-ci à des préoccupations d'image et de légitimation (voir comment les dirigeants de « Distrifruits » font le choix de présenter le projet de recherche sur leur site internet), mais pas seulement : l'ambition est aussi d'intégrer de nouveaux réseaux et de rendre visible ces réseaux. Il y a quelque chose de latourien et de callonien dans la démarche de « Distrifruits⁹ » au sens où la sociologie de l'acteur réseau (ou de la traduction) fournit de notre point de vue une grille de lecture pertinente de cette démarche. L'entreprise « Distrifruits », par l'entremise plus particulièrement d'un de ses fondateurs, œuvre à la construction d'un écosystème autour de son activité marchande, fondé sur des formes d'enrôlement touchant des acteurs variés aux intérêts différents mais qui ensemble (entre)tiennent les discours de l'innovation sociale entrepreneuriale et des « nouveaux modèles économiques ». Ce phénomène se retrouve assez souvent dans les sciences dures (*e.g.* laboratoires pharmaceutiques) et il nous semble que le format de la recherche-action participe de ce processus de « réseautage ». Sans être nous-mêmes des porte-parole « de l'innovation sociale entrepreneuriale », nous faisons néanmoins partie des acteurs enrôlés dans cet écosystème, figurant d'une préoccupation scientifique de la part de « Distrifruits ».

Bibliographie

- Benamouzig, D., Barbier, J.-C., Geoffard, P.-Y. et Duvoux N. (2011). Les sciences sociales à l'épreuve de l'expertise. *Sociologie* [En ligne], 2(1).
<http://journals.openedition.org/sociologie/878>
- Berrobi-Hoffman, I. et Lallement, M. (2009). À quoi servent les experts ? *Cahiers internationaux de sociologie*, 2009/1(126), 5-12.

9 On pense ici à la démarche de Callon relative au processus de traduction (Callon, 1986), ou encore au texte de Latour et Callon « Le grand Léviathan s'apprivoise-t-il » (2006) ?

doi : <https://doi.org/10.3917/cis.126.0005>

- Callon, M. (1986). Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc. *L'Année sociologique*, 36, 169-208.
- Callon, M. et Latour, B. (2006). Le grand Léviathan s'apprivoise-t-il ? Dans M. Akrich, M. Callon et B. Latour (dir.), *Sociologie de la traduction. Textes fondateurs* (pp. 5-26). Paris, France : Presse des Mines.
- Draetta, L. et Labarthe, F. (2011). La recherche sur commande et le dilemme expert-chercheur : une analyse réflexive de l'implication du sociologue dans la mise en œuvre d'une politique publique de l'innovation. *Revue Interventions économiques* 43. <http://interventionseconomiques.revues.org/1425>
- Dujarier, M.-A. (2015). *Le Management désincarné. Enquête sur les nouveaux cadres du travail*. Paris, France : La Découverte.
- Foli, O. et Dulaurans, M., (2013). Tenir le cap épistémologique en thèse Cifre. Ajustements nécessaires et connaissances produites en contexte. *Études de communication*, 40, 59-76. doi : <https://doi.org/10.4000/edc.5118>
- Foucault, M. (2004). *Naissance de la biopolitique. Cours au collège de France, 1978-1979*. Paris, France : Gallimard.
- Gaglio, G. (2018). Valoriser au plan académique une « évaluation » en évitant l'instrumentalisation inversée. Le cas d'une expérimentation en télé-médecine d'urgence. *Sociologies pratiques*, 2018/1(35), 67-75.
- Galibert, G. (2016). Exploration des enjeux de la demande sociale pour les SIC. *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 8. doi : <https://doi.org/10.4000/rfsic.1902>
- Linhart, D. (2015). *La Comédie humaine du travail. De la déshumanisation taylorienne à la surhumanisation managériale*. Toulouse, France : Érès.
- Meyer, V. (2006). De l'utilité des recherches-actions en SIC. *Communication & Organisation*, 30, 89-108. <http://journals.openedition.org/communicationorganisation/3455>
- Morillon, L. (2016). L'ambiguïté des interactions praticiennes dans le champ de la communication des organisations. *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 9, <http://journals.openedition.org/rfsic/2311>
- Morillon, L., Bouzon A. et Lee, C. (2013). Épistémologies, théories et pratiques professionnelles en communication des organisations. *Études de communication*, 40, 9-26.

- Piriou, O. (2006). *La Face cachée de la sociologie. À la découverte des sociologues praticiens*. Paris, France : Éditions Belin.
- Piriou, O. et Granier, F. (2007). La face cachée de la sociologie. *Sociologies pratiques*, 14, 163-166. doi : <https://doi.org/10.3917/sopr.014.0163>
- Rosa, H. (2014). *Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive* (traduit par T. Chaumont). Paris, France : La Découverte.